

## UE : baroud de Chirac sur la candidature turque

Le Président souhaite qu'Ankara reconnaisse Chypre avant de négocier son intégration.

dimanche 28 août 2005, par [Marc Semo](#)

### Samedi 27 août 2005 (Liberation - 06:00)

Les autorités françaises ne désespèrent pas d'obtenir un renvoi de l'ouverture, prévue le 3 octobre, des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Quinze jours après Dominique de Villepin, Jacques Chirac, pourtant longtemps favorable à l'intégration turque, est à son tour revenu à la charge, affirmant vendredi, lors d'un entretien avec le président de la Commission, José Manuel Barroso, que la France voulait discuter les 1<sup>er</sup> et 2 septembre prochains avec ses partenaires du refus d'Ankara de reconnaître la République de Chypre, estimant que cela « n'est pas dans l'esprit qu'on attend d'un candidat à l'Union ».

Reconnaissance. Comme l'exigeaient les 25, Ankara avait signé, le 29 juillet, un accord étendant son union douanière à la République de Chypre, tout en précisant que ce geste n'équivalait pas à une reconnaissance de ce pays, qui a adhéré à l'UE en 2004. Une reconnaissance formelle n'est pas une condition pour l'ouverture des pourparlers, même si ce pas devra être fait par Ankara à l'issue du processus prévu pour durer une dizaine d'années. En 2004, les Chypriotes grecs avaient rejeté par référendum le plan de l'ONU pour réunifier cette île divisée depuis l'invasion turque du nord en 1974. Un projet que les Chypriotes turcs avaient à l'inverse approuvé.

Sous la pression de son opinion, le gouvernement français reste très réservé sur une adhésion à l'UE de la Turquie, pays musulman. Paris pourrait compter, après une victoire des chrétiens-démocrates en Allemagne, le 18 septembre, sur le soutien de Berlin. Donnée favorite dans les sondages, Angela Merkel a réitéré vendredi, dans une lettre adressée à onze chefs d'Etat ou de gouvernement européens, ses préférences pour un « partenariat privilégié » avec Ankara, plutôt qu'une pleine adhésion « qui demandera trop à l'Union au niveau politique, économique et social, et menacera le processus d'intégration européen ».

Embarras. Le camp des turcosceptiques, où se retrouvent Autrichiens et Néerlandais, n'en reste pas moins très minoritaire et les Britanniques, qui président actuellement l'UE, restent favorables à l'ouverture des négociations à la date prévue. Et Athènes comme Nicosie sont plutôt embarrassés par les surenchères françaises qui risquent de compliquer la normalisation avec Ankara.